

PRESENTATION
UPR Info

Séminaire Francophone sur l'EPU
22-23 mai 2010, Rabat, Maroc

1. Organisation

UPR Info est une ONG créée en février 2008 et basée à Genève. Elle poursuit le but de promouvoir et renforcer l'examen périodique universel (EPU) en offrant à ses différents acteurs des outils pratiques en vue de leur participation à celui-ci.

UPR Info est la première ONG entièrement dédiée au mécanisme de l'EPU.

2. Site internet

Le site internet, www.upr-info.org, fut lancé en mars 2008, quelques jours avant le début du premier groupe de travail de l'EPU le 7 avril.

Il offre un contenu exhaustif de toutes les informations se rapportant au mécanisme, à savoir :

- Documents de l'ONU;
- Explications sur le processus et le rôle des Etats et ONG ;
- Brèves ;
- Analyses ;
- Information sur le suivi ;
- Articles ;
- « Webcast » ;
- vidéos explicatives; et
- une base de données sur les recommandations de l'EPU

Le site internet est disponible en cinq langues des Nations Unies. En français, anglais, et espagnol pour la version complète et en arabe et russe pour la version simplifiée qui contient uniquement des explications sur le processus et quelques documents-clés.

Concernant les analyses, nous dressons pour chaque état examiné la liste de toutes les recommandations reçues ainsi que les réponses apportées par l'Etat examiné. Nous procédons également à des analyses de thème mettant en lumière, pour un thème donné, quels sont les Etats qui font le plus de recommandations dessus.

3. Base de données des recommandations

Nous avons lancé en mars dernier une base de données contenant toutes les recommandations effectuées dans le cadre l'EPU. Cet outil unique permet d'y accéder par plusieurs critères:

- Etat examiné ;
- Etat auteur de la recommandation ;
- Groupes régionaux et organisations telles que l'OIF ;
- Thèmes (droit des femmes, justice, santé, etc) ;
- Réponse (acceptées, rejetées, etc) ;
- Session ; et
- Action (voir point 8 « Catégories d'action »)

Une telle base de données offre aux différentes parties prenantes un accès direct et rapide aux recommandations de l'EPU et facilite ainsi analyses et recherches. Elle est accessible directement à l'adresse www.upr-info.org/database.

4. Participation des Etats à l'EPU (cf. annexe 1)

L'analyse contenue dans ce document porte sur les sessions 1 à 6 du groupe de travail de l'EPU. Lors de ces six sessions, 96 Etats furent examinés.

Parmi ces 96 Etats, il y avait 33 membres de l'OIF et 5 observateurs.

148 Etats différents (auxquels être ajoutés le Saint-Siège et la Palestine) ont participé à l'exercice de l'EPU en faisant au moins une déclaration lors de ces six sessions du groupe de travail.

Parmi ces 148 Etats, il y avait 42 membres de l'OIF et 14 observateurs.

5. Interventions (cf. annexe 1)

Les 148 Etats intervenants lors de ces 6 sessions ont émis un total de 4159 déclarations.

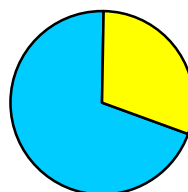
4159 interventions reçues



■ Autres Etats: 2574 ■ OIF: 1585

Les Etats de l'OIF ont fait l'objet de 1585 déclarations soit 38.1% de toutes les déclarations faites.

4159 interventions effectuées



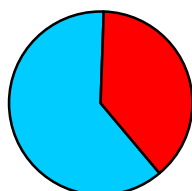
■ Autres Etats: 2901 ■ OIF: 1258

En tant que membres du groupe de travail, les Etats de l'OIF ont émis un total de 1258 déclarations qui représentent 30.2% de la totalité des interventions faites.

6. Recommandations (cf. annexe 1)

Les 148 Etats intervenants lors de ces 6 sessions ont émis un total de 8119 recommandations.

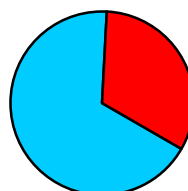
8119 recommandations reçues



■ Autres Etats: 5015 ■ OIF: 3104

Les Etats de l'OIF ont reçu un total de 3104 recommandations soit 38.2%.

8119 recommandations reçues



■ Autres Etats: 5473 ■ OIF: 2646

En tant que membres du groupe de travail, les Etats de l'OIF ont émis un total de 2646 recommandations soit 32.6%.

7. Réponses des Etats de l'OIF aux recommandations reçues

Les Etats de l'OIF ont reçu 3104 recommandations lors des six premières sessions :

Acceptées	Rejetées	Position peu claire	En attente de réponse
2226	274	427	117

Parmi ces 3104 recommandations, 2226 ont été acceptées soit 71%, 274 ont été rejetées, 117 sont en attente de réponse et 427 ont reçu une réponse peu claire ne permettant pas de déterminer si elles sont acceptées ou rejetées.

8. Catégories d'action

Les catégories d'action sont une échelle de 1 à 5 mesurant le degré d'action contenu dans chaque recommandation. Cette analyse a été développée par le Professeur Edward R. McMahon de l'Université de Vermont aux Etats-Unis avec le soutien d'UPR Info. Elle vise à classifier les recommandations selon la spécificité de l'action demandée :

1. Recommandations impliquant de partager des informations ou adressées à la communauté internationale
2. Recommandations impliquant de continuer une action
3. Recommandations impliquant de considérer de mener une action
4. Recommandations impliquant une action générale. Ex : « Améliorer la situation des femmes »
5. Recommandations impliquant une action concrète. Ex : « Modifier une loi », « Mettre en place un mécanisme »

Cette analyse s'avère pertinente dans le cadre du suivi. Elle permet d'identifier les recommandations qui contiennent une action spécifique et offrent ainsi une mise en oeuvre facilitée. Les recommandations de catégorie 5 sont dans cette perspective les plus utiles en matière de suivi.

9. Réponses des Etats de l'OIF par rapport aux catégories d'action

Action	Acceptées (2226)	Rejetées (274)	Position peu claire (427)	En attente de réponse (117)
Catégorie 1	104	0	1	2
Catégorie 2	428	5	23	2
Catégorie 3	168	45	61	25
Catégorie 4	994	81	182	59
Catégorie 5	532	143	160	89

Parmi les recommandations acceptées par les Etats de l'OIF, un quart porte sur des actions restreintes (catégories 1 et 2), soit autant que sur des actions spécifiques (catégorie 5). Près de la moitié des recommandations acceptées contiennent une action générale (catégorie 4). La grande majorité des recommandations rejetées sont, quant à elles, de nature spécifique.

10. Recommandations effectuées par les Etats de l'OIF

Recommandations émises par des Etats de l'OIF aux 53 Etats examinés de l'OIF :

Catégorie	Recommandations	%
1	43	3.9
2	154	13.9
3	82	7.4
4	475	42.9
5	353	31.9
Total	1107	100%

Recommandations émises par des Etats de l'OIF aux 43 Etats examinés tiers :

Catégorie	Recommandations	%
1	39	2.5
2	192	12.5
3	134	8.7
4	612	39.7
5	562	36.5
Total	1539	100%

Ces deux tableaux mettent en lumière le comportement des Etats de l'OIF lorsqu'ils font de recommandations aux autres Etats de l'OIF ou au reste de la communauté internationale.

A la lecture de ces deux tableaux, il apparaît une très grande similitude de type de recommandations. Toutefois, on remarque envers les autres Etats un plus faible pourcentage de recommandations de catégorie 1 et 2, actions les moins contraignantes, et un plus grand pourcentage de catégorie 5, actions les plus contraignantes.

11. Thèmes des recommandations reçues par les Etats de l'OIF (cf. annexe 2)

Les 5 thèmes sur lesquels les Etats de l'OIF ont reçu le plus de recommandations:

1. Droit des enfants: 585
2. Instruments internationaux: 557
3. Droit des femmes: 554
4. Justice: 271
5. Torture et autres traitements: 232

12. Thèmes des recommandations effectuées par les Etats de l'OIF (cf. annexe 2)

Les 5 thèmes sur lesquels les Etats de l'OIF ont effectué le plus de recommandations:

1. Instruments internationaux: 468
2. Droit des femmes: 450
3. Droit des enfants: 409
4. Justice: 257
5. Torture et autres traitements: 191

Annexe 1 – Liste des membres et observateurs de l’OIF

Etats	Interventions reçues	Interventions effectuées	Rec. reçues	Rec. effectuées
Albanie	47	12	106	15
Andorre	N/A	0	N/A	0
Arménie	N/A	2	N/A	3
<i>Autriche</i>	<i>N/A</i>	<i>43</i>	<i>N/A</i>	<i>166</i>
Belgique	N/A	51	N/A	103
Bénin	40	11	35	10
Bulgarie	N/A	4	N/A	4
Burkina Faso	46	21	86	14
Burundi	41	10	104	5
Cambodge	53	5	139	7
Cameroun	54	19	97	8
Canada	45	93	114	416
Cap-Vert	24	0	50	0
Centrafrique	43	2	118	2
Chypre	35	0	77	0
Comores	31	0	70	0
Congo	44	16	98	18
Congo RD	59	22	166	23
Côte d'Ivoire	54	22	147	16
<i>Croatie</i>	<i>N/A</i>	<i>4</i>	<i>N/A</i>	<i>12</i>
Djibouti	44	28	80	38
Dominique	28	0	78	0
Egypte	N/A	67	N/A	147
ERY Macédoine	39	1	91	0
France	39	93	36	275
Gabon	36	10	41	10
<i>Géorgie</i>	<i>N/A</i>	<i>1</i>	<i>N/A</i>	<i>5</i>
Ghana	44	36	56	55
Grèce	N/A	11	N/A	20
Guinée	N/A	8	N/A	0
Guinée Bissau	N/A	0	N/A	0
Guinée équatoriale	40	4	126	2
Haïti	N/A	6	N/A	9
<i>Hongrie</i>	<i>N/A</i>	<i>16</i>	<i>N/A</i>	<i>45</i>
Laos	N/A	8	N/A	21
<i>Lettonie</i>	<i>N/A</i>	<i>50</i>	<i>N/A</i>	<i>40</i>
Liban	N/A	13	N/A	12
<i>Lituanie</i>	<i>N/A</i>	<i>4</i>	<i>N/A</i>	<i>13</i>
Luxembourg	30	16	47	40
Madagascar	N/A	5	N/A	3
Mali	43	9	46	3
Maroc	54	67	16	86
Maurice	43	16	94	19
Mauritanie	N/A	12	N/A	2
Moldavie	N/A	2	N/A	1
Monaco	28	1	46	0
<i>Mozambique</i>	<i>N/A</i>	<i>3</i>	<i>N/A</i>	<i>2</i>
Niger	N/A	4	N/A	10

<i>Pologne</i>	26	19	33	41
<i>République Tchèque</i>	21	55	37	280
Roumanie	38	20	55	16
Rwanda	N/A	1	N/A	1
Sainte-Lucie	N/A	0	N/A	0
Sao Tomé et Príncipe	N/A	0	N/A	0
Sénégal	60	37	98	6
<i>Serbie</i>	41	8	79	8
Seychelles	N/A	0	N/A	0
<i>Slovaquie</i>	48	23	129	67
<i>Slovénie</i>	N/A	89	N/A	238
Suisse	42	49	47	180
Tchad	49	21	123	17
<i>Thaïlande</i>	N/A	15	N/A	20
Togo	N/A	0	N/A	0
Tunisie	65	39	28	16
<i>Ukraine</i>	26	33	44	38
Vanuatu	24	0	95	0
Vietnam	61	21	172	38
Total	1585	1258	3104	2646

Les observateurs sont indiqués en italique.

N/A signifie que l'Etat n'a pas été examiné lors des six premières sessions.

Annexe 2 – Liste des Thèmes soulevés

Thèmes	Rec. reçues	Rec. effectuées
Alimentation	7	16
Assistance technique	170	111
Autre	64	61
Corruption	36	25
Défenseurs des droits de l'homme	23	53
Demandeurs d'asile et réfugiés	36	43
Détention	132	149
Développement	44	27
Discrimination raciale	71	68
Disparitions forcées	51	53
Droit à la terre	17	19
Droit à la vie	5	0
Droit à l'eau	6	4
Droit de l'enfant	585	409
Droit des femmes	554	450
Droit international humanitaire	8	9
Droits civils et politiques	31	61
Droits économiques, sociaux et culturels	63	55
Droits sexuels	77	92
Education	150	65
Education aux droits de l'homme	172	161
Elections	17	10
Environnement	6	3
EPU	34	47
Exécution extrajudiciaires	9	11
Général	71	65
Handicap	88	40
Institutions nationales	104	73
Instruments internationaux	557	468
Justice	271	257
Liberté d'association	19	21
Liberté de la presse	97	98
Liberté de mouvement	1	19
Liberté de religion et de conviction	36	40
Liberté de réunion	13	20
Liberté d'opinion et d'expression	61	81
Logement	20	13
Migrants	86	59
Minorités	163	95
Ordre publique	18	7
Organes de traités	155	109
Pauvreté	83	40
Peine de mort	88	68
Personnes déplacées	22	26
Peuples autochtones	48	34
Plan d'action national	25	15
Procédures spéciales	115	134
Santé	57	25

Société civile	49	47
Terrorisme	6	9
Torture	232	191
Trafic des êtres humains	83	45
Travail	57	39
VIH/SIDA	35	29
Violations de droits de l'homme par des agents de l'Etat	46	36